

L'avenir de la gauche se joue maintenant et avant tout au PS

Par **GÉRARD FILOCHE**
Membre du bureau national du PS, **JEAN-JACQUES CHAVIGNÉ**, **ÉRIC THOUZEAU**, **YVAGINE HOUADE**, **JOHANN CESA**, **GÉRARD BERTHIOT** et **JEAN-YVES LALANNE**
Membres du conseil national, animateurs
Maintenant la gauche (MLG) et de la revue *Démocratie et socialisme*

Contrairement aux engagements du candidat Hollande, la politique menée dans notre pays est plus favorable au Medef qu'aux salariés. Alors que la gauche avait tout pouvoir pour combattre la finance elle a fait des choix libéraux et cela aboutit à la «panne» qui vient d'être reconnue par le ministre des Finances, Michel Sapin, et à l'échec du gouvernement Valls I, après seulement 147 jours.

«Hors de question de changer de politique», clame le Premier ministre, agitant le mot «réforme» comme un hochet («Nous devons réformer, réformer inlassablement»), mais l'inanité de son discours n'a d'égale que son entêtement. Il nous traite d'«irresponsables», nous, la gauche socialiste, qui proposons depuis deux ans une alternative. Mais ce qui est «irresponsable», c'est de ne pas prendre acte de la situation, de ne pas être pragmatique, de ne pas corriger le cap. Manuel Valls avait obtenu 5,6% des voix à la primaire socialiste et c'est, hélas, la politique qu'il préconisait alors qui est appliquée et qui vient de faire éclater son premier gouvernement. Elle divise la gauche, la majorité parlementaire, le Parti socialiste, aussi sûrement que le gouvernement mis en place le 2 avril. Au PS et à l'Assemblée, il va falloir y mettre un coup d'arrêt, car c'est une orientation minoritaire, injuste pour les salariés, inefficace économiquement, suicidaire pour la gauche. 40% du bureau national (BN) du PS s'y est opposé depuis le 18 février, puis des milliers de socialistes, puis 100 députés, puis des ministres...

L'austérité en Europe conduit à la déflation. La Commission européenne affirme son ambition de transformer les 17 pays de la zone euro en 17 «Allemagne». C'est absurde, puisque l'excédent commercial de l'Al-

lemagne se nourrit du déficit commercial de la France, de l'Italie, de l'Espagne... Le résultat de cette absurdité est sous nos yeux : la Grèce, l'Espagne et le Portugal sont exsangues,

l'Italie est en récession, le PIB de l'Allemagne recule de 0,2% au deuxième trimestre et la croissance de la France est nulle. Les économies européennes sont au bord de la déflation. En France, la courbe du chômage a continué sa hausse avec 5,9 millions de demandeurs d'emplois (toutes catégories, outre-mer inclus). La pauvreté touche 9 millions de personnes, et la précarité devient le lot commun : 83,7% des embauches se font en CDD. L'austérité en France aggrave la dette publique. Un paradoxe majeur saute aux yeux : la politique d'austérité menée au nom de la diminution des dettes publiques produit l'effet inverse. La dette publique a augmenté de 85,9% du PIB fin 2011 à 93,5% fin 2013, soit près de 150 milliards d'euros !

Il ne sert à rien d'enfoncer des portes ouvertes en proclamant que «la France n'a pas à demander la permission de l'Allemagne de ne pas respecter l'objectif de 3% de déficit en 2015». C'est tout simplement un fait ! Michel Sapin a déjà concédé que ce sera 4% en 2014, avec une croissance zéro dans les six premiers mois et 0,5% sur l'année.

Austérité et réformes structurelles sont les deux faces d'une même tragédie. Les «réformes structurelles» sont des Robins des bois à l'envers, puisqu'elles redistribuent les richesses au profit du patronat en lui accordant, avec le «pacte de responsabilité», 41 milliards d'euros de cadeaux fiscaux, chèque sans facture, sans contrepartie en termes d'investissement ou d'emplois. Michel Sapin s'indigne, aujourd'hui,

que l'investissement des entreprises soit à la baisse et que le patronat ne tienne pas ses engagements. Mais c'est précisément là où le bât blesse : aucun engagement ne lui a été demandé !

Ces réformes agissent dans le même sens récessif et déflationniste que les politiques d'austérité. Elles entraînent la stagnation des salaires : le Smic n'a reçu aucun «coup de pouce» depuis 2012, au nom de la baisse du «coût du travail». L'accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier 2013, devenu la loi Sapin du 14 juin, qui permet aux entreprises de licencier plus facilement, exerce une pression à la baisse sur les salaires. Le coût de la réforme des retraites est assumé par les salariés et les retraités. Cela pèse sur la consommation et les «carnets de commande» des entreprises sont vides. Les attaques contre le droit du travail (fragilisation des contrats, refus d'amnistier les syndicalistes, remise en question de l'indépendance de l'inspection du travail, suppression des élections prud'homales, proposition de gel des seuils sociaux ou «simplification» du code du travail) vont dans le même sens.

Quant à la réforme territoriale, elle achoppe sur de vraies questions : l'effet récessif qu'ont les baisses de dotations de l'Etat aux collectivités et de nouveaux déséquilibres entre les territoires.

L'avenir de la gauche se joue maintenant : vite un congrès du Parti socialiste ! «Il n'y a jamais une seule politique possible», avait affirmé François Hollande en 2012.

En effet, il existe à l'Assemblée nationale une majorité rose, rouge, verte pour mener une autre politique – de gauche. Non au pouvoir personnel, pas question de dissolution, il faut l'unité de la gauche et le pouvoir au Parlement ! Les députés peuvent et doivent obliger l'exécutif. Pour une politique qui commencerait par suspendre le pacte de responsabilité et refuser de mettre en œuvre les «réformes structurelles» exigées par la Commission européenne. Une politique qui engagerait une vraie réforme fiscale et relancerait sans tarder la construction de logements répondant aux normes d'isolation thermique qu'exige l'indispensable transition énergétique. Une politique de relance des salaires, de contrôle des licenciements, de réduction de la durée du travail et de redistribution des richesses.

Cap suicide ou cap à gauche. Le choix d'un gouvernement Valls II est une vaine fuite en avant. En face, l'avenir de la gauche ne se joue pas seulement au Parlement mais aussi au Parti socialiste qui n'a jamais voté «la politique de l'offre», encore moins celle de «baisse du coût du travail». Les militants socialistes doivent pouvoir mettre leur veto à l'actuelle politique imposée par l'exécutif. L'exigence d'un congrès avant l'été 2015 est un minimum démocratique. Electeurs de la primaire, vous êtes majoritairement mécontents de la politique actuelle du gouvernement, venez nous aider en adhérant aujourd'hui au Parti socialiste, afin de changer de cap. Il est encore temps de réussir le quinquennat !

L'ŒIL DE WILLEM



Cap suicide ou cap à gauche ? Le PS n'a jamais voté «la politique de l'offre», encore moins celle de «baisse du coût du travail». L'exigence d'un congrès avant l'été 2015 est un minimum démocratique.